

suite de la p.3

couches moyennes salariées expressément invoquées et sur leur distinction des couches populaires.

Face à l'irresponsabilité sociale, environnementale, nationale et même européenne des grandes entreprises, le gouvernement veut les soutenir encore, au nom de la constitution de pôles de compétitivité qui vont exaspérer la concurrence pour la rentabilité financière, tandis que les faillites des petites PME ne cessent de progresser depuis 2002. Tout en devant reconnaître désormais la gravité des risques de contrôles étrangers et le besoin de grands programmes publics, le gouvernement relance les privatisations. Au contraire, dès maintenant, on peut organiser l'action, avec des réseaux reliant les diverses luttes, pour la défense mais aussi la promotion des services publics, ainsi que pour un autre développement des entreprises publiques et de leurs missions pour des coopérations, afin de développer avec le progrès social le tissu industriel national et aussi au plan européen.

Des propositions audacieuses mais aussi des actions dès maintenant sont possibles et nécessaires pour une autre construction de l'Union européenne et d'un autre monde.

La liaison d'une autre construction nationale avec une autre construction européenne est décisive. **Pour une autre Union européenne**, à l'opposé de la concurrence déchaînée au-dessus de tout, pour les profits financiers, c'est une prédominance des coopérations, des solidarités et des partages pour la promotion des êtres humains et du modèle social européen qu'il faut édifier. Il s'agit de faire reculer les hyper-délégations bureaucratiques pour de nouveaux pouvoirs d'intervention et de participation, depuis le plan local et les établissements jusqu'au plan régional, national, européen et même mondial. Dès maintenant, on peut organiser systématiquement des rencontres et des réseaux pour des interventions au plan européen sur les objectifs, les moyens et les pouvoirs.

Une autre orientation de la BCE doit permettre de "refinancer" des crédits des banques à taux d'intérêt abaissés pour l'emploi. Dans ce cadre, pourront intervenir d'autres missions des Banques centrales nationales du Système Européen de banques centrales, comme la Banque de France. A ce sujet, s'est déjà constitué un réseau des syndicats des Banques centrales européennes qui a fait des propositions au Parlement européen (voir *Economie et Politique* de mai-juin 2005, p.39). Mais il peut rayonner bien davantage. Déjà l'action pour des Fonds régionaux de bonification des intérêts pour l'emploi peut s'articuler à des sollicitations de la Banque de France, afin qu'elle développe ses missions de suivi des entreprises et des régions avec des aides nouvelles aux interventions des élus locaux et syndicaux. Il s'agit encore de remplacer le Pacte de stabilité, s'opposant aux dépenses publiques, par un Pacte pour le progrès social et une nouvelle croissance favorisant ces

dépenses, avec en outre le soutien par la BCE de nouveaux titres d'emprunts publics.

Sur l'emploi, la recherche-développement, l'industrie, les services publics, les institutions publiques de service aux personnes (santé, école), les droits sociaux, de nouveaux droits sur la formation, la sécurisation des parcours professionnels, un bon retour à l'emploi des chômeurs, il s'agit d'organiser rencontres, débats, propositions et interventions convergentes.

Au plan mondial, face à toutes les insécurité grandissantes - de la paix à la faim et au chômage, du pétrole à l'eau, de la santé à l'écologie - la construction de nouvelles propositions et des interventions concertées des travailleurs et des citoyens exige, au-delà des forums sociaux mondiaux et en liaison avec les mobilisations alter-mondialistes des programmes des forces politiques de gauche dans chaque pays. Et cela s'articule aussi aux exigences de radicalité sociale des mouvements syndicaux, des mouvements féministes, de jeunesse, des associations culturelles et des ONG. Face à l'hégémonie agressive des États-Unis et à la faiblesse des différentes institutions internationales depuis celle de l'ONU, par rapport aux immenses exigences nouvelles, on peut chercher à avancer, en relation avec un projet national et européen.

Cela peut concerner des aides publiques et des coopérations pour avancer vers la constitution de Biens publics communs à l'humanité : l'eau, l'alimentation, l'énergie, l'éducation, la santé, l'environnement, la culture. Cela exige une démocratisation profonde et d'autres types d'actions de la Banque mondiale, des programmes des Nations unies, ou encore de l'OMC. Cela renvoie à une autre organisation monétaire et financière au plan mondial opposée à la domination des marchés financiers. Au-delà d'une simple taxe sur les transactions financières, c'est d'abord un nouveau crédit fondé sur une nouvelle création monétaire en relation avec une autre orientation de la BCE. Cela va jusqu'à la création d'une monnaie commune mondiale pour l'émancipation de l'hégémonie du dollar, avec une refonte profonde du FMI que permettrait une alliance de l'Union européenne avec les pays émergents. Ce nouveau FMI peut allouer des fonds en monnaie commune à diverses Banques centrales afin de favoriser un autre crédit pour l'emploi et la formation. Enfin cela appelle une démocratisation profonde de l'ONU et de toutes les institutions liées à elle. Dans ce domaine, tandis que tous les gouvernements reconnaissent la nécessité d'une réorganisation profonde, celle-ci est bloquée par les forces dominantes et notamment par les États-Unis. Ici encore pourrait être décisive une autre construction de l'Union européenne, en liaison avec des transformations dans les différents pays, comme avec un nouveau projet politique et social en France. ■

Paul Boccara

